



RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01149

Numéro SIREN : 821 013 349

Nom ou dénomination : FERIMMO

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2016 sous le numéro de dépôt A2016/005752

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**GRENOBLE**



1255369

**Dénomination :** FERIMMO  
**Adresse :** 3 rue Des Pins Arc en Ciel Bâtiment 3 38000 Grenoble -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2016B01149  
**n° d'identification :** 821 013 349  
  
**n° de dépôt :** A2016/005752  
**Date du dépôt :** 21/06/2016

**Pièce :** Attestation de dépôt des fonds du 25/05/2016



1255369



**BANQUE POPULAIRE  
DES ALPES**

BUNAL de COMMERCE  
Déposé au GREFFE le :

21 JUIN 2016

Sous le N°

5452

## ATTESTATION DE DÉPÔT POUR CONSTITUTION DE CAPITAL SOCIAL

Nous soussignés **BANQUE POPULAIRE DES ALPES**, dont le Siège Social est sis à CORENC (38) - 2, Avenue du Grésivaudan, CS 80043 - 38701 LA TRONCHE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 605 520 071, ATTESTONS,

qu'il a été déposé à son Agence de Voiron par M FERES Marcel gérant de Finance et Stratégie fondateur

A - Au compte spécial bloqué n° 32621229405 ouvert au nom de la société en formation dénommée SAS FERIMMO au capital de 1 000 Euros, dont le Siège Social sera établi à Arc en Ciel 3, 3 Rue des Pins 38 100 Grenoble

la somme de 1 000 euros  
représentant la partie libérée soit 100 % du capital social en numéraire.

B - Une liste, figurant ci-après, comportant les noms, prénom usuel et domicile des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

La Banque Populaire des Alpes agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage

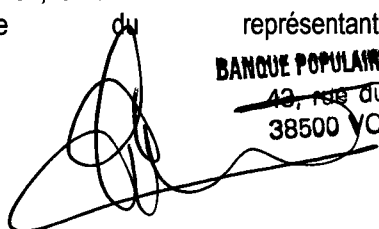
### LISTE DES SOUSCRIPTEURS

| Nom – Prénom usuel des souscripteurs | Domicile des souscripteurs                        | Montant des souscriptions | Montant des sommes libérées et versées ce jour | Versement effectué en (1) |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------|------------------------------------------------|---------------------------|
|                                      |                                                   | Euros                     | Euros                                          |                           |
| M Marcel FERES                       | 34 Chemin du Petit Vallon 38 320 Brie et Angonnes | 10                        | 10                                             | Chèque                    |
| SATL Finance et Stratégie            | Arc en Ciel 3, 3 rue des Pins 38 100 Grenoble     | 990                       | 990                                            | Chèque                    |
|                                      |                                                   |                           |                                                |                           |
|                                      |                                                   |                           |                                                |                           |
|                                      |                                                   |                           |                                                |                           |
|                                      |                                                   |                           |                                                |                           |
|                                      |                                                   |                           |                                                |                           |

(1) Les versements effectués par chèque sont pris sous réserve de bonne fin d'encaissement de ces derniers.

Fait à Voiron, le 25 Mai 2016

(Signature du représentant de la Banque Populaire des Alpes)

  
**BANQUE POPULAIRE DES ALPES**  
43, rue du Mail  
38500 VOIRON

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE  
GRENOBLE**



1255370

**Dénomination :** FERIMMO  
**Adresse :** 3 rue Des Pins Arc en Ciel Bâtiment 3 38000 Grenoble -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2016B01149  
**n° d'identification :** 821 013 349  
  
**n° de dépôt :** A2016/005752  
**Date du dépôt :** 21/06/2016

**Pièce :** Liste des souscripteurs du 25/05/2016



1255370

TRIBUNAL de COMMERCE  
Déposé au GREFFE le :

21 JUIN 2016

Sous le N° .....5252.....

**FERIMMO**

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE  
AU CAPITAL DE 1.000 EUROS  
SIEGE SOCIAL : GRENOBLE (38100)  
3 RUE DES PINS  
ARC EN CIEL - BAT. 13

**LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES  
VERSEMENTS**

| Nom, prénom et domicile des<br>souscripteurs                                                                 | Nombre<br>d'actions<br>souscrites | Montant des<br>souscriptions | Versements<br>effectués |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-------------------------|
| Monsieur Marcel FERES<br>l'Oratoire<br>34 chemin du petit vallon<br>BRIE ET ANGONNES (Isère)                 | 10                                | 10 €                         | 10 €                    |
| FINANCE & STRATEGIE<br>L'Arc en Ciel - Bt. 3<br>3 rue des Pins<br>GRENOBLE (Isère)                           | 990                               | 990 €                        | 990 €                   |
| Nombre d'actions souscrites en<br>numéraire<br>Montant des souscriptions<br>Montant des versements effectués | 1.000                             | 1.000 €                      | 1.000 €                 |

La présente liste constatant la souscription de 1.000 actions de la société, soit la somme totale de 1.000 euros ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit 1.000 euros, est certifiée exacte et sincère par Monsieur Marcel FERES, fondateur.

Fait à GRENOBLE

L'an deux mille seize

Et le vingt-cinq mai



**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE  
GRENOBLE**



1255368

**Dénomination :** FERIMMO  
**Adresse :** 3 rue Des Pins Arc en Ciel Bâtiment 3 38000 Grenoble -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2016B01149  
**n° d'identification :** 821 013 349  
  
**n° de dépôt :** A2016/005752  
**Date du dépôt :** 21/06/2016

**Pièce :** Statuts constitutifs du 25/05/2016



1255368

TRIBUNAL de COMMERCE  
Déposé au GREFFE le :

21 JUIN 2016

Sous le N° ..... 5452 .....

## FERIMMO

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE  
AU CAPITAL DE 1.000 EUROS  
SIEGE SOCIAL : GRENOBLE (38100)  
3 RUE DES PINS  
ARC EN CIEL - BAT. 3

## STATUTS

### Les soussignés :

- Monsieur Marcel FERES, né le 6 Juin 1956 à SIDI BEL ABBES (ALGERIE), de nationalité française, demeurant à BRIE ET ANGONNES (Isère) l'Oratoire, 34 chemin du petit vallon,
- La société FINANCE & STRATEGIE, société à responsabilité limitée au capital de 30.000 euros, dont le siège est à GRENOBLE (Isère) L'Arc en Ciel - Bt. 3, 3 rue des Pins, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le numéro 448 718 908 ,  
Représentée par Monsieur Marcel FERES, agissant en qualité de gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

NF

NF

## **TITRE I**

### **FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - PROROGATION - DISSOLUTION**

#### **ARTICLE 1ER - FORME**

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée qui sera régie par les dispositions législatives et réglementaires et par les présents statuts.

#### **ARTICLE 2 - OBJET**

La Société a pour objet :

Toutes opérations de promotion immobilière et notamment:

- l'acquisition de tout tènement immobilier ;
- l'édification sur un ou plusieurs tènements immobiliers d'immeubles à usage d'habitation privée ou en copropriété ou de bureaux ;
- l'exécution de tous travaux de viabilité ;
- toute opération de lotissement ;
- la vente en totalité ou par fraction, des immeubles construits, avant ou après leur achèvement et éventuellement la revente du terrain dans sa totalité ou en partie et en l'état ;
- accessoirement la location provisoire, de tout ou partie des immeubles construits, dans l'attente de leur revente ;
- la recherche et l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties mobilières ou immobilières, auprès de tous organismes bancaires et de tous particuliers, destinés au financement desdites acquisitions et/ou constructions ;
- la gestion par tout moyen desdits immeubles.

La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

#### **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination de la société est :

**FERIMMO**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS." et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à **GRENOBLE (38100), 3 rue des pins, "l'Arc en Ciel", bâtiment 3**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du Président habilité pour l'occasion à modifier les présents statuts en conséquence et en tout autre lieu suivant une décision collective des associés dans les conditions de majorité prévue par les présents statuts.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

I - La durée de la société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation, pour une durée ne pouvant excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.

II - Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président devra provoquer une décision des associés qui sera prise dans les conditions de majorité prévues par les présents statuts, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision ci-dessus prévue.

### **TITRE II**

#### **APPORTS - CAPITAL - ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

#### **ARTICLE 6 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

I - Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de 1 000 euros en numéraire, laquelle somme a été déposée par les associés à la BANQUE POPULAIRE DES ALPES, Agence de Voiron (Isère), sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation.

II - Le capital social s'élève à mille (1 000) euros. Il est divisé en mille (1.000) actions de un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de la même catégorie

#### **ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

NF  
NF

La collectivité des associés décidant une augmentation ou une réduction de capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires pour la réaliser.

### **ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de leur souscription, les actions de numéraire sont libérées, dans les conditions prévues par la loi.

En cas de libération partielle des apports en numéraire, la libération du surplus se fera sur appel du Président.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

### **ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions légales

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

### **ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, dans les mêmes proportions.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présents statuts.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la société, les associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, ce droit étant réservé à l'usufruitier.

## **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

Le transfert des actions émises par la société ne peut s'opérer que par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ; les frais en résultant seront à la charge du cessionnaire.

Le transfert des actions émises par la société ne peut s'opérer que par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ; les frais en résultant seront à la charge du cessionnaire.

Seules les transmissions d'actions entre associés sont libres, toutes les autres transmissions sont soumises à l'agrément préalable des associés statuant dans les conditions de majorité Décisions Extraordinaires prévues à l'article 21 des présentes

À cet effet, la demande d'agrément doit être notifiée au Président de la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de vente.

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toute cession d'actions effectuée en violation des stipulations ci-dessus sera nulle de plein droit, sans autre formalité.

## **TITRE IV**

### **ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

#### **ARTICLE 12 - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE**

##### **A – PRESIDENT**

###### **1°) DESIGNATION - DUREE DES FONCTIONS**

La Société est dirigée et représentée par un Président désigné par décision collective des associés de la société. Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée. Le Président peut être une personne physique ou une personne morale, associé ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent.

###### **2°) REVOCATION**

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés de la société.

La révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis minimum de deux (2) mois.

Les fonctions du Président prennent fin soit par, le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

###### **3°) REMUNERATION**

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés. Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

###### **4°) POUVOIRS DU PRESIDENT - REPRESENTATION DE LA SOCIETE**

Le Président est investi, en toute circonstance, de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter et diriger la société, sauf stipulations particulières convenues lors de sa nomination, et sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive aux associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales de son choix, associés ou non de la société, pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

## **B – DIRECTEUR GENERAL**

### **1°) DESIGNATION**

Le Président pourra être assisté d'un Directeur Général.

Le Directeur Général est désigné par décision collective des associés de la société. Le Directeur Général est nommé avec ou sans limitation de durée.

Le Directeur Général peut être une personne physique ou une personne morale, associé ou non de la Société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conservera ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

### **2°) FIN DES FONCTIONS**

Il peut être mis fin à ses fonctions à tout moment par décision collective des associés de la société.

La révocation du Directeur Général peut ne pas être motivée.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis minimum de deux (2) mois.

La cessation des fonctions du Directeur Général, pour quelque cause que ce soit, ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

### **3°) REMUNERATION**

La rémunération du Directeur Général est fixée par décision collective des associés de la société. Cette rémunération est soumise à la procédure de contrôle des conventions réglementées prévue par les présents statuts.

### **4°) POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL**

La collectivité des associés fixe l'étendue des pouvoirs du Directeur Général.

Elle détermine, notamment, si le Directeur Général peut exercer les pouvoirs dévolus au Président par la loi ou les présents statuts, notamment en ce qui concerne la représentation de la société vis-à-vis des tiers.

## **ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

## **ARTICLE 14 - REPRESENTATION SOCIALE - PREROGATIVES DU COMITE D'ENTREPRISE**

I - Les délégués du Comité d'Entreprise pourront exercer les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du Travail auprès du Président, à défaut de Directeur Général, et auprès du Directeur Général s'il en a été désigné.

Si plusieurs Directeurs Généraux ont été nommés, les droits de représentation seront exercés auprès du Directeur Général que le Président aura désigné à cet effet.

Enfin, si le Président est une personne morale et à défaut de Directeur Général, les droits des délégués du Comité d'Entreprise seront exercés auprès du représentant légal de la personne morale.

## **TITRE V**

### **EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATIONS DES RESULTATS – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

## **ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année suivante. Par exception, le premier exercice social sera clôturé le 31 décembre 2017.

## **ARTICLE 16 - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

## **ARTICLE 17 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de

distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **ARTICLE 18 - ACOMPTES SUR DIVIDENDE**

Il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice, dès lors qu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter aux réserves légale et statutaire, a réalisé un bénéfice d'un montant au moins égal à celui des acomptes.

Tout acompte versé dont le montant excéderait le montant du bénéfice net constaté, constituerait un dividende fictif.

#### **ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

#### **ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaire et d'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la Loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la Loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision collective des associés ou peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la Loi.

### **TITRE VI**

#### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

### Les décisions dites « Ordinaires »

- Nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- Fixation de la rémunération du président et des directeurs généraux,
- Nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants,
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- Approbation des conventions réglementées,
- Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission et modification statutaire y afférente.

### Les décisions dites « Extraordinaires »

- Augmentation, amortissement, réduction du capital social,
- Émission, rachat, conversion d'actions de préférence,
- Modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- Émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Émission d'options de souscription ou d'achat d'actions,
- Attribution d'actions gratuites,
- Émission d'obligations convertibles,
- Opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la société,
- Transformation de la société,
- Prorogation de la durée de la société,
- Dissolution de la société, nomination du liquidateur et liquidation de la société,
- Changement de nationalité de la société,
- Augmentation de l'engagement des associés,
- Toutes modifications statutaires à l'exception du transfert de siège social dans les conditions prévues à l'article 4 des présents statuts,
- Adoption ou modification des clauses des statuts visées aux articles L227-13, L227-14, L227-16 et L227-17 du Code de commerce,
- Toute décision, y compris de transformation, ayant pour objet ou pour effet d'augmenter l'engagement des associés,
- L'agrément des cessions d'actions.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président et du Directeur Général.

Les décisions collectives dites « Ordinaires » sont valablement prises si elles recueillent les voix d'un ou plusieurs associés représentant la moitié plus une action formant le capital social.

Les décisions collectives dites « Extraordinaires » sont valablement prises si elles recueillent les voix d'un ou plusieurs associés représentant les trois-quarts des actions formant le capital social à l'exception des décisions suivantes qui sont prises à l'unanimité à savoir :

- Changement de nationalité de la société,
- Toute décision, y compris de transformation, ayant pour objet ou pour effet d'augmenter l'engagement des associés.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président, en cas de carence du Président, par le ou l'un des Directeurs Généraux, ou par un ou plusieurs associés détenant plus de la moitié du capital social.

Elles peuvent également être provoquées par un mandataire désigné en justice.

En outre, s'il en a été désigné, le ou les commissaires aux comptes peuvent, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 22 - MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES**

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix, en assemblée ou par correspondance. Ils peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé ou authentique qui prend la forme d'un procès-verbal des décisions des associés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

### **1°) EN CAS DE CONSULTATION EN ASSEMBLEE GENERALE**

La convocation est adressée aux associés par tout mode de transmission de l'écrit, notamment par télécopie ou par courrier électronique, huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes titulaires doivent être convoqués aux assemblées.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance. Il peut être établi une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tout mode de transmission de l'écrit.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai.

### **2°) EN CAS DE CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE**

L'auteur de la consultation doit adresser à chacun des associés par courrier postal, électronique ou autre, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés. Le commissaire aux comptes est également informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Chaque associé dispose d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour émettre son vote qui peut être exprimé par tous moyens incontestables.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

### **3°) EN CAS DE DECISION PRISE PAR ACTE**

Les associés, à la demande du Président ou non, peuvent prendre les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte lui est adressée sur simple demande.

### **ARTICLE 23 - PROCES-VERBAUX**

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial coté et paraphé, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiées par le Président, le ou les Directeurs Généraux ou encore un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les décisions du Président, feront l'objet de procès-verbaux qui seront transcrits sur un registre spécial coté et paraphé.

### **ARTICLE 24 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION**

Pour toutes les décisions collectives pour lesquelles les dispositions légales imposent que l'auteur de la consultation des associés établisse un ou plusieurs rapports, celui-ci devra communiquer aux associés, au plus tard concomitamment à la communication du procès-verbal de décision devant être signé par lesdits associés, le ou les rapports du Président, du ou des Directeurs Généraux ou des Commissaires aux comptes.

Les associés peuvent, à tout moment, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la société, procéder à la consultation, au siège social de la société et, éventuellement prendre copie, de l'inventaire, des comptes annuels, du tableau des résultats de la société au cours des cinq (5) derniers exercices, des comptes consolidés le cas échéant, des registres sociaux, de la comptabilité actions et des rapports, pour les trois derniers exercices clos, du Président, du ou des Directeurs Généraux et des Commissaires aux comptes et, pour la décision collective devant statuer sur les comptes annuels, les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice clos.

### **ARTICLE 25 - ASSOCIE UNIQUE**

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé "associé unique" et exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi et les présents statuts.

Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Le décès de l'associé unique, personne physique n'entraîne pas la dissolution de la société qui se poursuit avec ses héritiers.

## **TITRE VII**

### **DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE - CONTESTATIONS**

#### **ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

La société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales et, notamment, par l'expiration de sa durée, éventuellement prorogée, par la réalisation ou l'extinction de son objet ou par sa dissolution anticipée décidée par décision collective des associés prise aux conditions définies par les présents statuts.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

L'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, la mise en tutelle ou en curatelle, la condamnation pour faillite personnelle, la condamnation pénale, pour quelque cause que ce soit et de quelque nature que ce soit du Président, ou de son représentant permanent, n'entraîneront pas la dissolution de la société.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution survenue, pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés lors de la décision collective des associés qui décide ou constate la dissolution selon les modalités et les conditions stipulées aux présents statuts.

Le liquidateur, ou chacun des liquidateurs s'ils sont plusieurs, représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur ou les liquidateurs à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales, est employé à rembourser intégralement le capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés, selon les règles prévues par les présents statuts, étant entendu que cette répartition se fera proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les propriétaires d'actions jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

#### **ARTICLE 27 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, soit encore entre les associés et le Président et le ou les Directeurs Généraux, à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **TITRE VIII**

### **CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 28- NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT**

Le premier président de la société nommé sans limitation de durée est :

- ✓ Monsieur Marcel FERES, né le 6 Juin 1956 à SIDI BEL ABBES (ALGERIE), de nationalité française, demeurant à BRIE ET ANGONNES (Isère) l'Oratoire, 34 chemin du petit vallon,

signataire aux présentes, qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

#### **ARTICLE 29 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Les premiers Commissaires aux comptes seront, pour une durée de six exercices :

- ✓ Commissaire aux comptes titulaire :

le Cabinet COMES SASU sis à GAP (05000), Le Marignan, 1 A rue Bayard,

- ✓ Commissaire aux comptes suppléant :

Monsieur Michaël RACLE domicilié professionnellement à GAP (05000), 64 Chemin de la Chênerale,

et ce pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée ou de la décision d'associé qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022.

#### **ARTICLE 30 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les soussignés donnent mandat exprès à Monsieur Marcel FERES, Président, à l'effet de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants :

- ✓ Signer tout compromis d'acquisition d'un immeuble en l'état futur d'achèvement auprès de la société ANCOR IMMOBILIER, SARL au capital de 7.500 e dont le siège social est à LYON (69006) 3 Place Edgar Quinet, immatriculée 793 191 768 RCS LYON.
- ✓ Emprunter et constituer toute garantie hypothécaire pour l'acquisition dudit immeuble,
- ✓ Et plus généralement signer tout acte, arrêter toute convention avec tout tiers et toute administration, en vue de la réalisation de l'objet social,
- ✓ Mettre en service les comptes bancaires de la société.

Aucun acte n'a été accompli pour le compte de la Société préalablement à la signature des présents statuts.

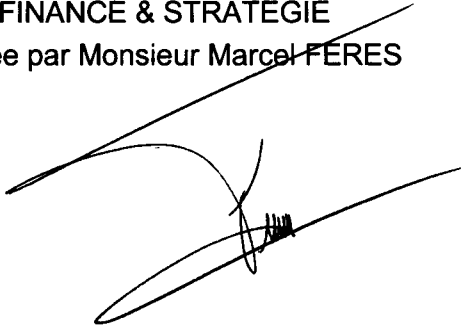
**FAIT EN AUTANT D'ORIGINAUX QU'IL EST NECESSAIRE POUR LE DEPOT D'UN EXEMPLAIRE AU SIEGE SOCIAL ET L'EXECUTION DES DIVERSES FORMALITES REQUISES,**

A GRENOBLE, le 25 mai 2016

Monsieur Marcel FERES



La Société FINANCE & STRATEGIE  
Représentée par Monsieur Marcel FERES



## **FERIMMO**

**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE  
AU CAPITAL DE 1.000 EUROS  
SIEGE SOCIAL : GRENOBLE (38100)  
3 RUE DES PINS  
ARC EN CIEL - BAT. 3**

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS PAR LES  
FONDATEURS  
POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION  
PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS  
SOCIAUX**

**Etat néant**

Conformément à l'article 210-6 du code de commerce et à l'article 74 du décret 67-236 du 23 mars 1967, cet état a été présenté aux actionnaires préalablement à la signature des statuts.

Il est destiné à être annexé auxdits statuts, dont la signature par les actionnaires emportera reprise de ces actes et des engagements qui peuvent en découler, au compte de la société au moment de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Fait à GRENOBLE,

L'an deux mille seize

et le vingt-cinq mai

- Monsieur ~~Marcel~~ FERES

- FINANCE & STRATEGIE

représentée par *Mr FERES Marcel*